

Extrait du site UGTG.org

url :Â <http://ugtg.org/spip.php?article1425>

RÃ©pression : LâEuros™Etat colonial franÃ§ais veut se venger aprÃ¨s la fiÃ¨re mobilisation du peuple GuadeloupÃ©en avec le LKP en 2009

Date de parution : 29 novembre 1999

- Dossiers - RÃ©pression -

Date de mise en ligne : mercredi 6 avril 2011

Mis Ã jour le : mercredi 6 avril 2011

UGTG.org

LâEuros"Etat colonial franÃ§ais veut se venger aprÃ¨s la fiÃ¨re mobilisation du peuple GuadeloupÃ©en avec le LKP en 2009.

Les magistrats franÃ§ais se sont mobilisÃ©s le jeudi 10 fÃ©vrier 2011 pour dÃ©fendre lâEuros"indÃ©pendance de la justice et cela en rÃ©ponse aux propos de Nicolas Sarkozy mettant en cause la responsabilitÃ© des juges et des policiers suite Ã lâEuros"assassinat de la jeune LaÃ« titia en France.

Cette mobilisation avait pour but de rÃ©affirmer la sÃ©paration des pouvoirs dâEuros"une part, tout en mettant en exergue le manque de moyens pour rendre la justice Ã« au nom du peuple FranÃ§aisÃ», dâEuros"autre part.

Ce mouvement sâEuros"est normalement Ã©tendu Ã la Guadeloupe.

Mais, la justice est-elle rÃ©ellement indÃ©pendante en Guadeloupe ?

Avec lâEuros"avÃªnement du LKP, les militants UGTG comme lâEuros"ensemble des travailleurs de ce pays, ont compris quâEuros"il Ã©tait vraiment possible de construire une autre sociÃ©tÃ© fondÃ©e sur la solidaritÃ©, lâEuros"entraide et la crÃ©ation. Nous avons tous compris que notre pays devait disposer de tous ses atouts pour nourrir, Ã©duquer, soigner et Ã©lever tous ses enfants. 2009 a Ã©tÃ© lâEuros"annÃ©e de la dÃ©nonciation du systÃ©me de **pwofitasyon** et aussi lâEuros"annÃ©e oÃ¹ les luttes des travailleurs et de notre peuple ont Ã©mergÃ© Ã la face du monde. Devant les attaques rÃ©pÃ©tÃ©es contre nos victoires, nous nâEuros"avons quâEuros"une chose Ã faire, continuer sans relÃ¢che, le travail dâEuros"explication, de dÃ©nonciation, de mobilisation contre lâEuros"exploitation, lâEuros"oppression et la **pwofitasyon** .

Cette Guadeloupe nouvelle est aujourdâEuros"hui en mouvement. Nous nâEuros"avons plus peur de lâEuros"autre. Travailleurs et Peuple de Guadeloupe savent dorÃ©navant quâEuros"ils peuvent se lever, dÃ©noncer, rÃ©clamer et sâEuros"opposer **kont tout pwofitasyon** .

Nous disposons dâEuros"une vision plus claire de ce quâEuros"il convient de faire, dâEuros"Ã©laborer et de construire pour que nous cessions dâEuros"Ãªtre des colonisÃ©s, des assimilÃ©s, des domiens, des ultramarins, des ultrapÃ©riphÃ©riques.

Comme il fallait sâEuros"y attendre, Ã la suite de la formidable mobilisation de Janvier-FÃ©vrier-Mars 2009, lâEuros"appareil rÃ©pressif de lâEuros"Etat franÃ§ais a dÃ©cidÃ© de sâEuros"en prendre Ã toutes celles et ceux qui ont dÃ©cidÃ© de descendre les rues pour dire NON Ã la PWOFITASYON.

Nous affirmons haut et fort, comme Henri Lacordaire : **Ã« Entre le fort et le faible, entre le riche et le pauvre, entre le maÃ®tre et le serviteur, câEuros"est la libertÃ© qui opprime, et la loi qui affranchit. Le droit est lâEuros"Ã©pÃ©e des grands, le devoir est le bouclier des petits.Ã»**

Depuis, la machine rÃ©pressive fonctionne Ã plein rÃ©gime

Jugez-en vous-mÃªmes :

Mardi 14 Septembre 2010, lâEuros"ensemble de la salle dâEuros"audience (y compris la prÃ©venue **RÃ©gine DELPHIN** dÃ©lÃ©guÃ©e syndicale de lâEuros"UEC-UGTG (Union des employÃ©s du commerce) est Ã©vacuÃ©e Ã

la demande du prÃ©sident du tribunal qui refuse Ã notre camarade le droit lÃ©gitime de s'exprimer en crÃ©ole. Elle n'a pas pu se dÃ©fendre, car ayant ÃtÃ© elle-mÃªme trainÃ©e hors du tribunal en cours d'audience. **MaÃ®tre RenÃ© FALLA**, son avocat n'a pas non plus pu plaider, ayant ÃtÃ© victime d'un malaise suite Ã l'intervention des gendarmes. Et pourtant, notre dÃ©lÃ©guÃ© syndicale est condamnÃ©e Ã 1 mois de prison avec sursis et plus de 10000 euros d'amendes par la Cour d'Appel de Basse-Terre pour des faits liÃ©s Ã la mobilisation des salariÃ©s de la sociÃ©tÃ© SODIMAT qui exigeaient l'application de l'accord BINO.

Charly LENDO et **JosÃ© NAEJUS** (Dirigeant de l'UGTG et l'UTHTR, Union des Travailleurs de l'HÃ´tellerie et de la Restauration) sont convoquÃ©s devant le tribunal de Basse-Terre pour agression et menaces de destruction d'un hÃ´tel suite Ã une plainte dÃ©posÃ©e par le directeur SuÃ©dois de l'hÃ´tel Fort Royal devant lequel les travailleurs sont mobilisÃ©s pour exiger la prioritÃ© d'emplois pour les GuadeloupÃ©ens dans cet hÃ´tel oÃ¹ la majoritÃ© du personnel est d'origine SuÃ©doise. Une trentaine de gendarmes d'abord et ensuite les deux dirigeants de l'UGTG. A l'audience, le prÃ©sident, visiblement embarrassÃ©, fait remarquer au procureur la faiblesse de l'accusation car aucune menace ni agression n'ont ÃtÃ© ni relevÃ©e ni prouvÃ©e. Et pourtant, nos deux camarades, reconnus innocents dans cette affaire montÃ©e de toutes piÃ¨ces entre la direction de l'hÃ´tel, la gendarmerie et la prÃ©fecture, sont condamnÃ©s Ã 1000 euros d'amendes pour avoir refusÃ© de se soumettre Ã un prÃ©lÃ©vement ADN.

Charly LENDO (SecrÃ©taire GÃ©nÃ©ral adjoint de l'UGTG et SecrÃ©taire GÃ©nÃ©ral de l'UTHTR-UGTG) et **Tety COUPIN** (Dirigeant de l'UTHTR-UGTG) sont convoquÃ©s devant les tribunaux Ã la demande des patrons de l'hÃ´tellerie qui se plaignent d'avoir ÃtÃ© menacÃ©s par les deux camarades dans le cadre des rÃ©unions NAO. Une simple plainte du patron de GHTHG (Groupement des HÃ´tellers de Guadeloupe) aura suffi pour faire comparaitre nos deux camarades devant les tribunaux. En attente de jugement.

Bruno TIMA, dÃ©lÃ©guÃ© du personnel Ã la Distillerie DAMOISEAU, se prÃ©sente d'Ã©but fÃ©vrier 2011 Ã la gendarmerie du Moule pour dÃ©poser plainte contre HervÃ© DAMOISEAU, gÃ©rant de l'usine, car ce dernier aurait menacÃ© de mort en reprÃ©sailles au mouvement de grÃ¨ve en cours. Curieusement, la gendarmerie du Moule refuse d'enregistrer la plainte.

Christian TABAR, militant UGTG, est convoquÃ© devant les tribunaux pour avoir participÃ© Ã la mobilisation des travailleurs de la sociÃ©tÃ© de transports TCSV en grÃ¨ve depuis mars 2010 (10 mois de mobilisation) pour l'application du code du travail. En attente de jugement.

Hilaire COSPOLITE, dirigeant de l'UEC-UGTG est convoquÃ© devant les tribunaux pour avoir participÃ© Ã la mobilisation LKP en janvier 2009. En attente de jugement.

Jean Clair VALLUET, militant UEC-UGTG, condamnÃ© Ã pour avoir participÃ© Ã la mobilisation du LKP en janvier 2009.

Jocelyn LEBORGNE, SecrÃ©taire GÃ©nÃ©ral de l'UEC-UGTG est condamnÃ© Ã 900 euros d'amende. Il est accusÃ© d'avoir apposÃ© des dessins sur un mur. Dans le mÃªme temps, il est convoquÃ© pour le prÃ©lÃ©vement de son ADN.

Gaby CLAVIER, ancien SecrÃ©taire GÃ©nÃ©ral de l'UGTG, SecrÃ©taire gÃ©nÃ©ral de l'UTS-UGTG (Union des Travailleurs de la SantÃ©), membre du Conseil Syndical de l'UGTG est

condamnÃ© Ã 1600 euros dâEuros"amende pour avoir participÃ© Ã la mobilisation des travailleurs de DANONE. Il fait Ã©galement lâEuros"objet dâEuros"une convocation pour prÃ©Ã©ventement ADN.

Raymond GAUTHIEROT, ancien SecrÃ©taire GÃ©nÃ©ral de lâEuros"UGTG, membre du Conseil Syndical de lâEuros"UGTG, Dirigeant de lâEuros"UNASS-UGTG (Union des Agents de la SÃ©curitÃ© Sociale) a Ã©tÃ© condamnÃ© Ã 3 mois de prison ferme et 2691 euros dâEuros"amendes pour avoir participÃ© Ã la mobilisation des travailleurs du CFA (Centre de Formation des Apprentis).

Raymond GAUTHIEROT est Ã©galement condamnÃ© Ã 2091 euros dâEuros"amendes. Il est accusÃ© dâEuros"avoir Ã« *tracÃ© des inscriptions sur un muret* » au bord de la route.

Mirlin DAVILE, Dirigeant de lâEuros"UGTG, condamnÃ© Ã 8132,86 euros dâEuros"amendes pour avoir participÃ© Ã la mobilisation des salariÃ©s de la ferme de CampÃ©che pour la sauvegarde de leur emploi.

Denis DORVILIUS, Dirigeant de lâEuros"UTAS-UGTG (Union des Travailleurs de lâEuros"Action Sociale), membre du Conseil Syndical de lâEuros"UGTG, condamnÃ© Ã 1600 euros dâEuros"amendes pour sa participation Ã la mobilisation des salariÃ©s de la sociÃ©tÃ© DANONE. CondamnÃ© Ã©galement Ã 1000 euros pour avoir refusÃ© de se soumettre Ã un prÃ©Ã©ventement ADN.

Patrice BURAT et **Daniel NOVAR**, Dirigeant et militant de lâEuros"UTPP-UGTG (Union des Travailleurs des Produits PÃ©troliers), le premier condamnÃ© Ã 2300 euros dâEuros"amende, le second relaxÃ© dans le cadre de la grÃ¨ve des travailleurs de la station TEXACO du Lamentin, mobilisÃ©s pour le respect du code du travail dans le cadre du mouvement LKP.

Max DELOURNEAU, militant de lâEuros"UTPP-UGTG, condamnÃ© pour avoir participÃ© Ã la mobilisation du LKP en fÃ©vrier 2009.

LKP1, LKP2, âEuros!âEuros!. JusquâEuros"Ã LKP 10. Plus dâEuros"une cinquantaine de personnes ont Ã©tÃ© arrÃªtÃ©s par la gendarmerie pour entrave Ã la circulation au Gosier en fÃ©vrier 2009 dans le cadre de la mobilisation LKP. Dix dâEuros"entre eux ont fait lâEuros"objet de convocation devant les tribunaux sous le nom de **LKP1, LKP2, âEuros!âEuros!, LKP 10** car ayant refusÃ© de dÃ©cliner leur identitÃ©. Ce procÃ©s burlesque dÃ©boucha sur un non lieu pour absence dâEuros"identification des prÃ©venus **LKP1, LKP2, âEuros!.., LKP10.**

Trois autres militants dont Christophe THEOPHILE, Dirigeant de lâEuros"UGTG, arrÃªtÃ©s le mÃªme jour dans le cadre de la mobilisation du LKP, ont comparu devant le tribunal pour entrave Ã la circulation et relaxÃ©s pour irrÃ©gularitÃ© de procÃ©dure.

Olivier MERI, ValÃ¨re VINDEK, Jacques OXYBEL, Dirigeant de lâEuros"UGTG et militant de lâEuros"ULTEA-UGTG (Union Locale des Travailleurs de lâEuros"AA©roport) convoquÃ©s par la gendarmerie en janvier 2011 suite Ã la mobilisation des pompiers de lâEuros"aÃ©roport durant le mouvement LKP en 2009 et 2010.

Petit-Louis CASIMIR, Bruno BLANCHET, Alain LOSIO convoquÃ©s par les services de police Ã la demande du gÃ©rant de lâEuros"entreprise BEAUCHET SÃ©curitÃ© (affiliÃ© au MEDEF) suite Ã la mobilisation des salariÃ©s pendant 100 jours pour lâEuros"application du code du travail.

AujourdâEuros"hui encore, ce ne sont pas moins dâEuros"une quinzaine de **militants de lâEuros"UTHTR-UGTG et de travailleurs** dont : **Yanise FONTAINE, BÃ©atrice CHARLES, Blaise YENGADESSIN, Franck DAMBA, Elie**

DOARED, MercÃ©dÃ¨s PLATON, Betty MONTOUT, Pierre RIMBON, Florent LATCHOUMAYA, Alix LENDO, TÃ©ty COUPIN, Julio LENDO, Edmonde POLIPHENE qui sont convoquÃ©s devant un juge dâ€™instruction pour Ãªtre mis en examen pour homicide involontaire indirect, blessures indirectes, mise en danger de la vie dâ€™autrui et entrave Ã la libertÃ© de la circulation. La justice franÃ§aise veut les rendre responsables, et singuliÃ¨rement **Charly LENDO**, de la mort accidentelle dâ€™un jeune cyclomotoriste en fÃ©vrier 2009 durant le mouvement LKP.

Gabriel BOURGUIGNON, SecrÃ©taire GÃ©nÃ©ral de lâ€™UTAS-UGTG, Dirigeant de lâ€™UGTG qui a dÃ©jÃ passÃ© un mois en captivitÃ© sans procÃ©s en 2004 ; libÃ©rÃ© suite au versement dâ€™une caution de 15000 euros est Ã nouveau convoquÃ© devant les tribunaux pour cette mÃªme affaire oÃ¹ il est accusÃ© dâ€™avoir voulu faire exploser la raffinerie de Guadeloupe.

Michel MADASSAMY, Dirigeant de lâ€™UGTG, lui aussi est Ã nouveau convoquÃ© devant les tribunaux pour des faits survenus en 2002 dans le cadre de la mobilisation des salariÃ©s de la sociÃ©tÃ© TEXACO.

Rappelons-nous aussi lâ€™information judiciaire ouverte par le parquet, aprÃ¨s la signature de lâ€™accord gÃ©nÃ©ral du 04 mars, Ã lâ€™encontre dâ€™**Elie DOMOTA**, SecrÃ©taire GÃ©nÃ©ral de lâ€™UGTG, pour incitation Ã la haine raciale et Ã lâ€™extorsion de signature. Cette tentative de dÃ©stabilisation faisait suite Ã une premiÃ¨re tentative dâ€™intimidation du porte parole du LKP pour incitation Ã la commission de meurtre et tout cela afin, une fois de plus, de jeter le discrÃ©dit sur lâ€™UGTG et sur le LKP.

Ce sont aussi, **dix jeunes de Petit-Canal** emprisonnÃ©s pendant un mois sans procÃ©s, car soupÃ§onnÃ©s, sans aucune preuve, dâ€™Ãªtre Ã lâ€™origine dâ€™un incendie durant le mouvement LKP. Ils doivent pointer chaque semaine Ã la gendarmerie.

Ce sont Ã©galement plusieurs autres **jeunes travailleurs** qui ont Ã©tÃ© convoquÃ©s et condamnÃ©s pour avoir participÃ© au mouvement LKP en 2009.

Et pendant ce temps, lâ€™enquête sur la mort de **Jacques BINO**, militant CGTG et membre du **Mouvman Kiltirel AKIYO**, aura Ã©tÃ© bÃ©clÃ©e. Les patrons qui avaient organisÃ© des milices contre les travailleurs en lutte nâ€™ont jamais Ã©tÃ© entendus.

Syndicalistes, Avocats et Journalistes rÃ©primÃ©s

Les avocats qui dÃ©fendent lâ€™UGTG sont eux aussi menacÃ©s. Câ€™est le cas de **MaÃ®tre Sarah ARISTIDE**, qui a fait lâ€™objet de menaces, dâ€™intimidations et dâ€™agressions et qui a mÃªme Ã©tÃ© sauvagement molestÃ© par des gendarmes le 22 octobre 2010 alors quâ€™elle tente de rentrer dans le palais de justice pour assurer la dÃ©fense de **Charly LENDO** convoquÃ© pour refus de prÃ©senter son ADN. Cette agression a entraÃ©nÃ© une interruption de travail. Une plainte a Ã©tÃ© dÃ©posÃ©e par lâ€™avocate, et une motion de solidaritÃ© adoptÃ©e par le Barreau de lâ€™Ordre des avocats de Guadeloupe qui sâ€™est constituÃ©e en partie civile.

Sarah ARISTIDE et son confrÃ¨re **Patrice TACITA** ont Ã©tÃ© mis en examen pour diffamation pour avoir portÃ© plainte contre un magistrat et dÃ©noncer les Ã©coutes tÃ©lÃ©phoniques dont ils Ã©taient victimes.

Ce sont Ã©galement **trois journalistes** de la tÃ©lÃ©visiÃ©n publique qui sont mis en examen pour complicitÃ© de diffamation pour avoir publiÃ© lâ€™affaire dite des Ã©coutes tÃ©lÃ©phoniques illÃ©gales.

Plus encore, la presse est placÃ©e sous contrÃ´le. Depuis plusieurs mois, radio privÃ©e et publique mais aussi la tÃ©lÃ©visiÃ©n publique et le seul quotidien de Guadeloupe ne diffusent quasiment aucune information en provenance du LKP et ne se prÃ©sentent guÃ¨re aux confÃ©rences de presse du **Liyannaj Kont Pwofitasyon**.

Par contre, la mise en examen de deux militants de lâEuros"UTPP-UGTG dont le SecrÃ©taire GÃ©nÃ©ral **Jocelyn PINARD** pour des faits dâEuros"abus de biens sociaux et recel dâEuros"abus de biens sociaux qui ne sont ni constituÃ©s, ni Ã©tablis, ni prouvÃ©s dans le cadre dâEuros"une enquÃªte sur la gestion de la station service dans laquelle ils sont salariÃ©s-actionnaires aura engendrÃ© une vÃ©ritable cabale mÃ©diatique Ã lâEuros"encontre de lâEuros"UTPP-UGTG et de la Centrale syndicale UGTG par certains journalistes au service du pouvoir colonial. **Une camÃ©ra de surveillance vidÃ©o et un puissant projecteur ont mÃªme Ã©tÃ© installÃ©s Ã 20 mÃªtres du siÃ©ge de lâEuros"UGTG, en face du palais de la mutualitÃ©, siÃ©ge du LKP.**

Ainsi, se succÃ©dent convocations Ã la police, convocations Ã la gendarmerie, pressions, licenciements, harcÃ©lements, intimidations, mises en examen, surveillances et filatures, mises sur Ã©coute tÃ©lÃ©phonique, arrestations arbitraires, menaces, coups, insultes, propos racistes, procÃ©s dans des tribunaux encerclÃ©s par les gendarmes, fichages ADN, condamnations Ã des peines de prison et Ã des peines dâEuros"amendes ; tout cela dans le but de rÃ©primer toutes celles et tous ceux qui se sont engagÃ©s dans la lutte du LKP et ainsi faire peur Ã celles et ceux qui refusent de vivre Ã plat ventre.

MalgrÃ© les absences flagrantes de preuve, les irrÃ©gularitÃ©s de procÃ©dure, des chefs dâEuros"inculpation bÃ©nins voire inexistantes, les travailleurs et singuliÃ¨rement les militants de lâEuros"UGTG sont de toute faÃ§on condamnÃ©s Ã des peines sauvages, Ã lâEuros"issue de simulacre de procÃ©s, prÃ©cÃ©dÃ©s de plusieurs dizaines dâEuros"arrestations arbitraires, dâEuros"insultes, de brutalitÃ©s, dâEuros"agressions voire de passages Ã tabac.

Diabolisations et criminalisations de lâEuros"action syndicale, condamnations, lynchages mÃ©diatiques, fichages systÃ©matiques et rackets perpÃ©trÃ©s par lâEuros"Ã©tat franÅ§ais et sa justice aux ordres, Ã lâEuros"encontre du syndicaliste de Guadeloupe et particuliÃ¨rement ceux affiliÃ©s Ã lâEuros"UGTG : VoilÃ© la rÃ©alitÃ©, bien loin de la patrie des droits de lâEuros"homme et de lâEuros"indÃ©pendance de la justice.

Il faut terroriser les militants et dirigeants de lâEuros"UGTG ; particuliÃ¨rement ceux de lâEuros"hÃ¢tellerie, et en premier lieu **Charly LENDO** pour supprimer notamment la Convention Collective de Guadeloupe, plus avantageuse que celle dite nationale, et permettre ainsi aux escrocs de la dÃ©fiscalisation de continuer Ã sÃ©vir dans ce secteur.

LâEuros"Etat et ses alliÃ©s locaux veulent casser lâEuros"unitÃ© du Peuple, Ã©liminer les syndicalistes qui luttent, museler la presse, domestiquer les avocats. Ils ont une vÃ©ritable peur politique de lâEuros"unitÃ© retrouvÃ©e des Travailleurs, de leurs Organisations et du Peuple de Guadeloupe.

Tous tuÃ©s par les militaires de lâEuros"Etat colonial franÅ§ais

Au nom du peuple FranÅ§ais, lâEuros"Ã©tat colonial franÅ§ais et sa justice veulent humilier, affamer, briser le militant syndicaliste dans son statut dâEuros"Homme ou de Femme, de Travailleur, de PÃ¨re et MÃ¨re de famille, et cela afin dâEuros"Ã©radiquer toutes vellÃ©itÃ©s de construction sociale dans notre pays, toute Ã©mergence dâEuros"une sociÃ©tÃ© dÃ©barrassÃ©e de lâEuros"exploitation capitaliste et colonialiste.

Ces pratiques nous rappellent aussi le code noir notamment son article 38 qui prÃ©voit que **« L'esclave fugitif qui aura Ã©tÃ© en fuite pendant un mois, Ã compter du jour que son maÃ®tre l'aura dÃ©noncÃ© en justice, aura les oreilles coupÃ©es et sera marquÃ© d'une fleur de lis une Ã©paupe ; s'il rÃ©cidive un autre mois**

pareillement du jour de la dÃ©nonciation, il aura le jarret coupÃ©, et il sera marquÃ© d'une fleur de lys sur l'autre Ã©paule ; et, la troisiÃ¨me fois, il sera puni de mort Ã ».

Cette parodie de justice nous rappelle les atteintes portÃ©es au droit d'expression et Ã la libertÃ© syndicale en Guadeloupe :

FÃ©vrier 1910 : GrÃ¨ve des ouvriers agricoles et industriels Ã Saint-FranÃ§ois : 3 morts ;

FÃ©vrier 1910 : GrÃ¨ve Ã Capesterre-Belle-Eau : 1 mort ;

FÃ©vrier 1925 : GrÃ¨ve Ã l'usine de Duval Ã Petit-Canal : 6 morts ;

FÃ©vrier 1931 : GrÃ¨ve des ouvriers agricoles Ã Sainte-Rose : 1 mort ;

FÃ©vrier 1952 : GrÃ¨ve des ouvriers agricoles et industriels au Moule : 4 mort (dont une femme enceinte) ;

Mai 1967 : GrÃ¨ve des ouvriers du bÃ¢timent : plus de 100 morts.

18 Novembre 1985 : Charles-Henri SALIN, jeune lycÃ©en GuadeloupÃ©en est abattu d'une rafale de pistolet mitrailleur par le gendarme Michel MAAS. L'enquÃªte fut constamment entravÃ©e par les services de l'Etat, le procÃ©s d'Ã©valuation Ã Paris, et l'assassin entre temps promu adjudant - fÃ » t acquittÃ©.

Nous avons compris, Ã travers la rÃ©pression contre les dirigeants et militants de l'UGTG, c'est en fait le LKP qui est visÃ©, ce sont les Travailleurs et le peuple de Guadeloupe qui sont visÃ©s. Il s'agit pour l'Etat colonial franÃ§ais d'Ã©liminer le LKP, cet extraordinaire outil qui aura unifiÃ© les forces sociales, redonnÃ© confiance au Peuple de Guadeloupe et crÃ©Ã© de nouveaux espoirs, de nouvelles espÃ©rances. Il faut dÃ©truire le LKP, dÃ©truire cette crÃ©ation des Travailleurs et du Peuple de Guadeloupe, fer de lance de la contestation contre toute **pwofitasyon**. Car avec le LKP, la peur a changÃ© de camp et devant l'acharnement des Travailleurs et du Peuple de Guadeloupe Ã poursuivre la lutte pour exiger le respect et l'application de tous les accords, l'Etat a dÃ©cidÃ© de rÃ©primer.

A chaque manifestation Ã appel du LKP, ce sont plusieurs centaines de gendarmes qui sont dÃ©pÃ©chÃ©s en Guadeloupe pour y faire rÃ©gner l'ordre colonial rÃ©publicain qui consiste Ã rÃ©primer toutes celles et tous ceux qui osent dire NON Ã la **pwofitasyon**, qui osent dÃ©noncer l'exploitation et l'injustice.

Aujourd'hui, la ministre des colonies, Mme PENCHARD, le gouverneur FABRE, Victorin LUREL et Jacques GILLOT (rÃ©gisateurs-prÃ©sidents du Conseil rÃ©gional et GÃ©nÃ©ral) mais Ã©galement diffÃ©rents services de l'Etat comme la Direction rÃ©gionale de la rÃ©pression des fraudes, l'UniversitÃ© Antilles-Guyane, ont reÃ§u l'ordre de ne pas recevoir le LKP ni rÃ©pondre Ã aucun de ses courriers. Et pourtant, en signant le protocole du 04 mars, l'Etat et les collectivitÃ©s ont fait du LKP, leur principal interlocuteur.

Les dÃ©cisions de justice se prennent Ã la prÃ©fecture

En vÃ©ritÃ©, en pays colonisÃ©, les interventions et les dÃ©cisions de justice sont prises Ã la prÃ©fecture. Et la Guadeloupe ne dÃ©roge pas Ã la rÃ©gle. La justice coloniale poursuit sans relÃ¢che sa vendetta contre le Mouvement Ouvrier GuadeloupÃ©en et singuliÃ¨rement contre les militants de notre Centrale syndicale UGTG. La cÃ©lÃ¨bre fable de la Fontaine prend alors tout son sens : Ã « **Selon que vous serez puissant ou misÃ©rable, les jugements de cour vous rendront blanc ou noir Ã ». (Les animaux malades de la peste).**

N'est-ce pas Nicolas SARKOZY qui dÃ©clarait lors du dÃ©jeuner annuel du CRIF le 9 fÃ©vrier 2011 : Ã «

Bien-sÃªr, il y a les Ã©vÃ©nements de Tunisie et d'Egypte. Ils ont, ces Ã©vÃ©nements, une dimension sans doute historique. Ces peuples, je veux dire le peuple tunisien et le peuple Ã©gyptien, avec une audace qui les a surpris eux-mÃªmes, ont dit avec force qu'ils voulaient vivre autrement. Nul n'a le droit de les condamner pour ce qu'ils ont eu le courage de dire. Ce dÃ©but d'un printemps des Peuples est positif parce qu'il est authentique ». Il va mÃªme jusqu'Ã© promettre d'accompagner tous les peuples qui aspirent Ã© la libertÃ© dans son discours suite Ã© l'Ã©viction de MichÃ¨le ALLIOT-MARIE du gouvernement franÃ§ais.

Et c'est ce mÃªme Nicolas SARKOZY qui, le 09 janvier dernier, menaÃ§ait une fois de plus, le valeureux Peuple de Guadeloupe qui est descendu dans les rues (100000 personnes soit prÃ¨s du quart de la population totale) le qualifiant au passage de **Ã© « petite minoritÃ© » et de promettre la rÃ©pression en guise de rÃ©ponse aux justes et lÃ©gitimes revendications portÃ©es par le LKP.**

Pour une sociÃ©tÃ© d'Ã©barrassement de la *pwofitasyon* : GwadeloupÃ©en Doubout

Nous, Travailleurs et Peuple de Guadeloupe avons dÃ©finitivement compris qu'il nous Ã©tait possible de construire un autre pays, une autre sociÃ©tÃ© ; qu'il nous Ã©tait possible de penser Ã© notre dÃ©veloppement Ã©conomique, social et culturel selon nos propres ressources, avec la compÃ©tence de nos cadres et le dynamisme de notre jeunesse ; que notre culture constitue un liant fondateur avec lequel l'homme et la femme de Guadeloupe peuvent Ã©voluer sans complexes.

Cette confiance, cette unitÃ©, cet amour retrouvÃ© entre Travailleurs, entre GuadeloupÃ©ens de diffÃ©rentes origines matÃ©rialisÃ© par le LKP, ont mis Ã© nu les dÃ©rives, les escroqueries, les discriminations, le racisme, le mÃ©pris, la domination que NOUS Travailleurs et Peuple de Guadeloupe subissons depuis tantÃ´t, mais ont surtout crÃ©Ã© un espoir nouveau.

L'UGTG rÃ©affirme que la justice coloniale franÃ§aise en Guadeloupe n'aurait jamais le droit naturel Ã© la rÃ©sistance et Ã© l'oppression, qui a habitÃ© les combattants de la libertÃ©, hommes et femmes de la pÃ©riode esclavagiste, et qui anime les travailleurs de Guadeloupe, leurs dignes hÃ©ritiers.

FidÃ¨le Ã© la lutte de classe et la ligne de masse pratiquÃ©es depuis sa crÃ©ation en 1973, l'UGTG poursuit le combat pour l'instauration de nouveaux rapports sociaux et l'Ã©dification d'une sociÃ©tÃ© plus juste et plus Ã©quitable d'Ã©barrassement de la *pwofitasyon* .

L'UGTG dÃ©nonce les prÃ©lÃ©vements ADN, vÃ©ritable loi liberticide visant Ã© assimiler militants syndicalistes Ã© des dÃ©linquants sexuels dans l'objectif de faire taire le mouvement syndical.

L'UGTG appelle les militants et travailleurs Ã© se mobiliser pour signifier au pouvoir colonial franÃ§ais, leur refus de donner leur empreinte gÃ©nÃ©tique. **Sendikalis pa kriminal**.

L'UGTG exhorte ses adhÃ©rents, les travailleurs et le peuple de Guadeloupe, ainsi que toutes les organisations Ã©prises de justice, Ã© soutenir les luttes menÃ©es en Guadeloupe contre la rÃ©pression, **kont pwofitasyon** .

L'UGTG appelle les travailleurs et leurs organisations Ã© engager sous des formes diverses, une vaste solidaritÃ© contre la rÃ©pression dont sont victimes les syndicalistes et les travailleurs de Guadeloupe notamment ceux affiliÃ©s Ã© l'UGTG.

Au nom de la solidaritÃ© ouvriÃ¨re internationale, au nom de la dÃ©mocratie, au nom du droit des Travailleurs de Guadeloupe et de leurs organisations syndicales luttant pour leurs IÃ©gitimes revendications, **nous faisons appel au soutien et Ã la solidaritÃ©.**

LâEuros"UGTG rÃ©affirme quâEuros"elle continue le combat pour la pleine et entiÃ¨re application des accords du 26 fÃ©vrier 2009 (Accord BINO) et du 04 mars 2009 et notamment pour :

- [-] la mise en Åuvre dâEuros"un vÃ©ritable plan dâEuros"urgence pour la formation et lâEuros"insertion des jeunes ;
- [-] lâEuros"accÃ©s des cadres et diplÃ©mÃ©s GuadeloupÃ©ens au poste Å responsabilitÃ© ;
- [-] lâEuros"arrÃªt des poursuites Å lâEuros"encontre des syndicalistes ;
- [-] la dÃ©fense des terres agricoles et de la production locale ;
- [-] la mise en place dâEuros"un vÃ©ritable rÃ©seau de transport public au service des GuadeloupÃ©ens ;
- [-] la condamnation des empoisonneurs de nos terres et de nos Ãªtres Å la chlordÃ©cane ;
- [-] la dÃ©fense, la sauvegarde de notre culture et la pratique de notre langue, le crÃ©ole ;
- [-] lâEuros"arrÃªt de **tout pwofitasyon** ;

LâEuros"UGTG invite les Travailleurs et le Peuple de Guadeloupe Å se rÃ©unir, Å dÃ©battre et Å discuter pour mettre en Åuvre **toupatou an pÃ©yi la , sa kifo, IÃ¨ kifo pou dÃ©choukÃ© tout pwofitasyon** .

Dans lâEuros"immÃ©diat, refusons de laisser les politiciens Å« Bwa Bwa Å© manti a mantÃ¨Å » parler et agir en notre nom. Refusons le vÃ©glaj de ce nouveau cirque Å©lectoral chargÃ© de promesses non tenues, de IÃ©chetÃ©, dâEuros"Å« aplaventrismeÅ » et de *lespwa a mal papay* destinÃ© Å donner lâEuros"illusion au peuple de dÃ©cider de quelque chose. Comme le disait Sony RUPAIRE dans Somanbil : **Å« Chimen a Å©IÃ¨ksyon jan i trasÃ©-la, paka mennÃ© nou pon kotÃ©. Nou kon kabrit marÃ© adan on pikÃ¨t. A chak vÃ¨t, nou ka fÃ¨ on lantou a pikÃ¨t-la, kÃ²d la ka rakousi jis IÃ¨ i bout, Å© i kÃ© trangle-nou.Å »**

LâEuros"UGTG appelle les Travailleurs, les Jeunes, les RetraitÃ©s, lâEuros"ensemble de Peuple de Guadeloupe, Å rejoindre la lutte et Å se prÃ©parer **a pran larila** pour dÃ©velopper, amplifier et poursuivre sans relÃ¢che lâEuros"opÃ©ration **DÃ©choukaj a pwofitasyon an pÃ©yi annou** .

WOULO POU LIYANNAJ A TRAVAYE Å0 PEP GWADLOUP,

ANSANM ANSANM, DOUBOUT AN LARILA, AN BALAN, AN KONSYANS,

NOU KÃ0 DECHOUKÃ0 TOUT PWOFITASYON,

NOU KÃ0 KONSTWI ON DOT GWADLOUP !

Konsej Sendikal UGTG

Lapwent 26 FÃ©vriyÃ© 2011